



Déclaration liminaire

Réunion salariale 12 juin

Monsieur le ministre,

Nous ne pouvons commencer cette séance sans rappeler une nouvelle fois notre demande première et immédiate d'abrogation de la réforme des retraites.

Cette réforme injuste et brutale va dégrader encore un peu plus la vie des travailleur-ses et notamment des agent-es publics.

Des mois de contestation sociale à travers des grèves et des manifestations massives rassemblant des millions de personnes sans aucune écoute de la part du gouvernement.

Le 6 juin encore, la population s'est rassemblée pour exiger une nouvelle fois l'abrogation de la réforme des retraites.

Mais du passage en 49-3 à l'article 40 de la Constitution, tout aura été fait pour ne jamais écouter.

La colère sociale ne s'apaisera pas d'un revers de main ni par la seule volonté du gouvernement de tourner la page.

Nous le redisons également, pour Solidaires, il ne saurait être question de reprendre l'agenda social tel qu'il était prévu avant ce mouvement historique. Les revendications et la nécessité de progrès social sont immenses.

Les 3,5% accordés l'an dernier étaient certes nécessaires mais sans aucun rapport avec la réalité des besoins des agent-es publics face à la dégradation de leur rémunération.

Les agents publics notamment ceux qui connaissent les plus bas salaires sont las de la course permanente après le SMIC, qui est indexé sur l'inflation, lui.

Le tassement des grilles est tel qu'à force, sans réelle politique salariale à la hauteur de l'enjeu, on peut se demander si le bas de la grille du C ne va pas rattraper le début de la grille du A.

Depuis 1995, les agent-es ont perdu un peu plus de 30% de salaire du fait de l'inflation et de l'absence de politique salariale. Les conséquences sur la vie des agent-es sont bien réelles...

On voit de plus en plus de personnels, nous le lisons au travers des rapports sociaux des ministères qui saisissent les services sociaux en faveur des personnels parce qu'ils n'ont pas les moyens de vivre correctement

Cette année il ne saurait être question de se satisfaire de quelques mesures sans lien avec un réel geste salarial ou d'une revalorisation du point sans lien avec les pertes intervenues, conséquences de 10 ans de gel du point et alors que l'inflation est galopante notamment sur les produits de base et alimentaires qui touche de plein fouet les plus bas salaires.

Ce que Solidaires attend c'est bien :

- une revalorisation de la valeur du point à la hauteur des pertes intervenues durant les 10 ans de gel du point, ce qui correspond à près de 20% dès le 1er juillet
- l'attribution de 85 points pour toutes et tous, mesure permettant une véritable réduction des inégalités
- l'indexation de la valeur du point sur l'inflation

- la reconnaissance des qualifications des agent-es publics
- la revalorisation des carrières féminisées.

Les agent-es publics ne peuvent attendre. Iels ne peuvent attendre que fois après fois l'on courre pour rattraper le smic, que les bas de grilles se chevauchent les uns les autres. Il faut reconnaître enfin le travail qui est réalisé par les agent-es publics pour l'exercice des missions de service public. Les agent-es attendent une véritable politique salariale dans la Fonction Publique.

L'ensemble des agent-es publics attendent aujourd'hui plus qu'un geste. Des mesures concrètes et à la hauteur enfin. Et bien entendu pas des mesures indemnitaires, au mérite ou à la performance, ni des mesures parcellaires, injustes ou par ministère ou par catégorie. Il faut bien des mesures générales indiciaires pour toutes et tous. La fonction publique attire de moins en moins. Des conditions de travail aux rémunérations, il n'y a rien de moins étonnant. S'il fallait donner un exemple de tout ça, on pourrait parler des séances de recrutement express organisées avant chaque rentrée dans l'Education nationale avec les conséquences que cela implique pour les élèves que nous pourrions donner. On pourrait également citer tous ces services de santé que l'on ferme, notamment les urgences, faute de personnels. Parler attractivité dans la fonction publique sans enfin prendre des mesures salariales concrètes c'est parler dans le vent.

Rien ne peut expliquer un blocage. Il faut prendre l'argent là où il est : dans la fraude fiscale, dans les exonérations. Allons chercher cet argent. Taxons les super dividendes.

Les agent-es publics ont besoin de mesures importantes immédiatement.